

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2014/15137]

22 MEI 2014. — Wet houdende instemming met het Verdrag inzake handel in wapens, gedaan te New York op 2 april 2013 (1) (2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Verdrag inzake handel in wapens, gedaan te New York op 2 april 2013, zal volkomen gevolgd worden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDEERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
J. VANDE LANOTTE.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

(1) Senaat ([www.senate.be](http://www.senate.be)) : Stukken : 5-2520 - Handelingen van de Senaat : 27/03/2014.

Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) : Stukken : 53-3506 - Integraal verslag : 23/04/2014.

(2) Zie het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 (*Belgisch Staatsblad* van ???), het decreet van het Waalse Gewest van 28 november 2013 (*Belgisch Staatsblad* van 5 december 2013) en de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 13 mei 2014).

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2014/15137]

22 MAI 2014. — Loi portant assentiment au Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 (1) (2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDEERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
J. VANDE LANOTTE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Notes

(1) Sénat ([www.senate.be](http://www.senate.be)) : Documents : 5-2520 - Annales du Sénat : 27/03/2014.

Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) : Documents : 53-3506 - Compte rendu intégral : 23/04/2014.

(2) Voir le décret de la Région flamande du 25 avril 2014 (*Moniteur belge* du ???), le décret de la Région wallonne du 28 novembre 2013 (*Moniteur belge* du 5 décembre 2013) et l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 (*Moniteur belge* du 13 mai 2014).

Traité sur le commerce des armes

*Préambule*

*Les Etats Parties au présent Traité,*

*Guidés par les buts et principes de la Charte des Nations unies,*

*Rappelant l'Article 26 de la Charte des Nations unies, aux termes duquel il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,*

*Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le commerce illicite ou pour un usage final non autorisé, ou encore à destination d'utilisateurs finaux non autorisés, notamment aux fins de la commission d'actes terroristes,*

*Reconnaissant aux Etats des intérêts légitimes d'ordre politique, sécuritaire, économique et commercial dans le commerce international des armes classiques,*

*Réaffirmant le droit souverain de tout Etat de réglementer et de contrôler les armes classiques exclusivement à l'intérieur de son territoire en vertu de son propre ordre légal ou constitutionnel,*

*Sachant que la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme sont des piliers du système des Nations unies et le fondement de la sécurité collective, et reconnaissant que le développement, la paix et la sécurité, ainsi que les droits de l'homme sont interdépendants et se renforcent mutuellement,*

*Rappelant les Directives relatives aux transferts internationaux d'armes établies par la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations unies et adoptées par l'assemblée générale dans sa résolution 46/36 H du 6 décembre 1991,*

*Prenant note de la contribution apportée par le Programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, par le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, et par l'Instrument international visant à permettre aux Etats de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites,*

*Reconnaissant les conséquences sécuritaires, sociales, économiques et humanitaires du commerce illicite et du commerce non réglementé d'armes classiques,*

*Sachant que la grande majorité des personnes touchées par les conflits armés et la violence armée sont des civils et en particulier les femmes et les enfants,*

*Reconnaissant* aussi les difficultés que rencontrent les victimes de conflit armé, dont il est nécessaire d'assurer la prise en charge, la réadaptation et la réinsertion sociale et économique,

*Soulignant* qu'aucune disposition du présent Traité n'interdit à un Etat de maintenir ou de prendre des mesures effectives supplémentaires pour concourir à la réalisation de l'objet et du but du présent Traité,

*Conscients* que le commerce, la possession et l'usage de certaines armes classiques, notamment aux fins d'activités de loisirs, d'ordre culturel, historique ou sportif, sont licites ou légaux, dès lors que ce commerce, cette possession et cet usage sont autorisés ou protégés par la loi,

*Conscients également* du rôle que les organisations régionales peuvent jouer s'agissant d'aider les Etats Parties, s'ils en font la demande, à mettre en œuvre le présent Traité,

*Reconnaissant* que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur industriel peuvent contribuer activement, de leur propre initiative, à faire connaître l'objet et le but du présent Traité et concourir à leur réalisation,

*Considérant* que la réglementation du commerce international des armes classiques et la prévention de leur détournement ne devraient pas faire obstacle à la coopération internationale et au commerce licite de matériel, d'équipements et de technologies à des fins pacifiques,

*Soulignant* qu'il est souhaitable de parvenir à l'adhésion universelle au présent Traité,

*Résolus* à agir conformément aux principes suivants :

*Principes*

- Le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu à tous les Etats à l'article 51 de la Charte des Nations unies;

- Le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, de manière à ne pas mettre en danger la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice, conformément à l'Article 2 (3) de la Charte des Nations unies;

- L'abstention, dans leurs relations internationales, du recours à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies, conformément à l'article 2 (4) de la Charte des Nations unies;

- La non-intervention dans des affaires relevant essentiellement de la compétence nationale de tout Etat, conformément à l'article 2 (7) de la Charte des Nations unies;

- L'obligation de respecter et faire respecter le droit international humanitaire, conformément, entre autres, aux Conventions de Genève de 1949, et de respecter et faire respecter les droits de l'homme, conformément, entre autres, à la Charte des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme;

- La responsabilité de chaque Etat de réglementer, dans le respect de ses obligations internationales, le commerce international d'armes classiques et d'en prévenir le détournement et, au premier chef, celle d'instituer et d'appliquer un régime de contrôle national;

- Le respect de l'intérêt légitime reconnu à tout Etat d'acquérir des armes classiques pour exercer son droit de légitime défense et contribuer à des opérations de maintien de la paix, et de produire, exporter, importer et transférer des armes classiques;

- La nécessité d'appliquer le présent Traité de manière cohérente, objective et non discriminatoire;

Sont convenus de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**  
**Objet et but**

Le présent Traité a pour objet ce qui suit :

— Instituer les normes communes les plus strictes possibles aux fins de réglementer ou d'améliorer la réglementation du commerce international d'armes classiques;

— Prévenir et éliminer le commerce illicite d'armes classiques et empêcher le détournement de ces armes;

afin de :

— Contribuer à la paix, la sécurité et la stabilité internationales et régionales;

— Réduire la souffrance humaine;

— Promouvoir la coopération, la transparence et l'action responsable des Etats Parties dans le commerce international des armes classiques et bâtir ainsi la confiance entre ces Etats.

**Article 2**  
**Champ d'application**

1. Le présent Traité s'applique à toutes les armes classiques relevant des catégories suivantes :

a) Chars de combat;

b) Véhicules blindés de combat;

c) Systèmes d'artillerie de gros calibre;

d) Avions de combat;

e) Hélicoptères de combat;

f) Navires de guerre;

g) Missiles et lanceurs de missiles;

h) Armes légères et armes de petit calibre.

2. Aux fins du présent Traité, les activités de commerce international englobent l'exportation, l'importation, le transit, le transbordement et le courtage, ci-après dénommées « transfert ».

3. Le présent Traité ne s'applique pas au transport international par tout Etat Partie ou pour son compte d'armes classiques destinées à son usage, pour autant que ces armes restent sa propriété.

**Article 3**  
**Munitions**

Chaque Etat Partie institue et tient à jour un régime de contrôle national pour réglementer l'exportation des munitions tirées, lancées ou délivrées au moyen des armes classiques visées par l'article 2 (1) du présent Traité et applique les dispositions des articles 6 et 7 avant d'autoriser l'exportation de ces munitions.

#### Article 4 Pièces et composants

Chaque Etat Partie institue et tient à jour un régime de contrôle national pour réglementer l'exportation des pièces et des composants, lorsque l'exportation se fait sous une forme rendant possible l'assemblage des armes classiques visées par l'article 2 (1) et applique les dispositions des articles 6 et 7 avant d'autoriser l'exportation de ces pièces et composants.

#### Article 5 Mise en œuvre générale

1. Chaque Etat Partie applique de façon cohérente, objective et non discriminatoire les dispositions du présent Traité compte tenu des principes qui y sont énoncés.

2. Chaque Etat Partie institue et tient à jour un régime de contrôle national, notamment une liste de contrôle national, afin de mettre en œuvre les dispositions du présent Traité.

3. Chaque Etat Partie est encouragé à appliquer les dispositions du présent Traité à une gamme aussi large que possible d'armes classiques. Aucune définition nationale de l'une quelconque des catégories visées à l'article 2 (1) a) à g) ne renverra à des descriptions d'une portée plus limitée que celles utilisées pour le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité. Pour ce qui est de la catégorie visée par l'article 2 (1) h), les définitions nationales ne renverront pas à des descriptions d'une portée plus limitée que celles utilisées pour les instruments pertinents de l'Organisation des Nations unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. Chaque Etat Partie communique, en vertu de son droit interne, sa liste de contrôle national au Secrétariat qui la porte à la connaissance des autres Etats Parties. Les Etats Parties sont encouragés à rendre publique leur liste de contrôle.

5. Chaque Etat Partie prend toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de réglementer les transferts d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 et 4.

6. Chaque Etat Partie désigne un ou plusieurs points de contact nationaux chargés de l'échange d'informations relatives à la mise en œuvre du présent Traité. Chaque Etat Partie fournit au Secrétariat, créé en application de l'article 18, toute information concernant son ou ses points de contact nationaux et tient ces informations à jour.

#### Article 6 Interdictions

1. Aucun Etat Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations résultant de mesures prises par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies, en particulier les embargos sur les armes.

2. Aucun Etat Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 qui violerait ses obligations internationales, résultant des accords internationaux pertinents auxquels il est partie, en particulier celles relatives au transfert international ou au trafic illicite d'armes classiques.

3. Aucun Etat Partie ne doit autoriser le transfert d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4 s'il a connaissance, au moment où l'autorisation est demandée, que ces armes ou ces biens pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des Conventions de Genève de 1949, des attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil et protégés comme tels, ou d'autres crimes de guerre tels que définis par des accords internationaux auxquels il est partie.

#### Article 7 Exportation et évaluation des demandes d'exportation

1. Si l'exportation n'est pas interdite par l'article 6, chaque Etat Partie exportateur, avant d'autoriser l'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de tout autre bien visé par les articles 3 ou 4, selon ce qui relève de sa juridiction et conformément à son régime de contrôle national, évalue, de manière objective et non discriminatoire, en tenant compte de tout élément utile, notamment de l'information fournie par l'Etat importateur en application de l'article 8 (1), si l'exportation de ces armes ou biens :

a) Contribuerait ou porterait atteinte à la paix et à la sécurité;

b) Pourrait servir à :

i) Commettre une violation grave du droit international humanitaire ou à en faciliter la commission;

ii) Commettre une violation grave du droit international des droits de l'homme ou à en faciliter la commission;

iii) Commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme auxquels l'Etat exportateur est Partie, ou à en faciliter la commission; ou

iv) Commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs à la criminalité transnationale organisée auxquels l'Etat exportateur est Partie, ou à en faciliter la commission.

2. L'Etat Partie exportateur envisage également si des mesures pourraient être adoptées pour atténuer les risques énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1), y compris des mesures de confiance ou des programmes élaborés et arrêtés conjointement par les Etats exportateurs et importateurs.

3. Si, à l'issue de cette évaluation et après avoir examiné les mesures d'atténuation des risques disponibles, l'Etat Partie exportateur estime qu'il existe un risque prépondérant de réalisation d'une des conséquences négatives prévues au paragraphe 1), il n'autorise pas l'exportation.

4. Lors de son évaluation, l'Etat Partie exportateur tient compte du risque que des armes classiques visées à l'article 2 (1) ou des biens visés aux articles 3 ou 4 puissent servir à commettre des actes graves de violence fondée sur le sexe ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission.

5. Chaque Etat Partie exportateur prend des mesures pour s'assurer que toutes les autorisations d'exportation d'armes classiques visées par l'article 2 (1) ou de biens visés par les articles 3 ou 4 soient détaillées et délivrées préalablement à l'exportation.

6. Chaque Etat Partie exportateur communique les informations appropriées concernant l'autorisation en question aux Etats Parties importateurs et aux Etats Parties de transit ou de transbordement qui en font la demande, dans le respect de son droit interne, de ses pratiques ou de ses politiques.

7. Si, après avoir accordé l'autorisation, un Etat Partie exportateur obtient de nouvelles informations pertinentes, il est encouragé à réexaminer son autorisation, après avoir consulté au besoin l'Etat importateur.

#### **Article 8** **Importation**

1. Chaque Etat Partie importateur prend des mesures pour veiller à ce que les informations utiles et pertinentes soient fournies, conformément à sa législation nationale, à l'Etat Partie exportateur, à sa demande, pour l'aider à procéder à son évaluation nationale de l'exportation, conformément à l'article 7. Ces mesures peuvent comprendre la communication des certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale.

2. Chaque Etat Partie importateur prend des mesures afin de réglementer, lorsque cela est nécessaire, les importations d'armes classiques visées par l'article 2 (1), sous sa juridiction. De telles mesures peuvent inclure des régimes d'importation.

3. Chaque Etat Partie importateur peut, s'il est le pays de destination finale, demander des informations à l'Etat Partie exportateur concernant toute demande d'autorisation accordée ou en instance.

#### **Article 9** **Transit ou transbordement**

Chaque Etat Partie prend les mesures nécessaires pour réglementer, lorsque cela est nécessaire et possible, le transit ou le transbordement, sous sa juridiction et sur son territoire, des armes classiques visées par l'article 2 (1), conformément au droit international applicable.

#### **Article 10** **Courtage**

Chaque Etat Partie prend, en vertu de sa législation, les mesures nécessaires pour réglementer les activités de courtage des armes classiques visées par l'article 2 (1) relevant de sa juridiction. Ces mesures peuvent notamment consister à exiger des courtiers leur enregistrement ou l'obtention d'une autorisation écrite avant l'exercice d'activités de courtage.

#### **Article 11** **Détournement**

1. Chaque Etat Partie qui participe au transfert d'armes classiques visées à l'article 2 (1) prend des mesures pour prévenir leur détournement.

2. En cas de transfert d'armes classiques visées à l'article 2 (1), l'Etat Partie exportateur s'emploie à prévenir le détournement desdites armes au moyen du régime de contrôle national qu'il aura institué en application de l'article 5 (2), en évaluant le risque de détournement des armes exportées et en envisageant l'adoption de mesures d'atténuation des risques, telles que des mesures de confiance ou des programmes élaborés et arrêtés d'un commun accord par les Etats exportateurs et importateurs. Au besoin, d'autres mesures de prévention, comme l'examen des parties participant à l'exportation, la demande de documents, certificats ou assurances supplémentaires, l'interdiction de l'exportation ou d'autres mesures appropriées, pourront être adoptées.

3. Les Etats Parties d'importation, de transit, de transbordement et d'exportation coopèrent et échangent des informations, dans le respect de leur droit interne, si nécessaire et possible, afin de réduire le risque de détournement lors du transfert d'armes classiques visées à l'article 2 (1).

4. L'Etat Partie qui détecte un détournement d'armes classiques visées à l'article 2(1) au moment de leur transfert prend les mesures qui s'imposent, dans la mesure où son droit interne le lui permet et dans le respect du droit international, pour mettre fin à ce détournement. Ces mesures peuvent consister à alerter les Etats Parties potentiellement touchés, à inspecter les cargaisons d'armes classiques visées à l'article 2 (1) qui ont été détournées et à prendre des mesures de suivi par l'ouverture d'une enquête et la répression de l'infraction.

5. Afin d'améliorer la compréhension et la prévention du détournement d'armes classiques visées à l'article 2 (1) au moment de leur transfert, les Etats Parties sont encouragés à s'échanger les informations pertinentes sur les moyens de lutter efficacement contre les détournements. Ces informations peuvent porter sur les activités illicites, comme la corruption, les circuits de trafic internationaux, le courtage illicite, les sources d'approvisionnement illicite, les méthodes de dissimulation et les lieux d'expédition habituels, ou les destinations utilisées par les groupes organisés se livrant aux détournements.

6. Les Etats Parties sont encouragés à communiquer aux autres Etats Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat, les mesures qu'ils ont prises pour lutter contre le détournement d'armes classiques visées à l'article 2 (1).

#### **Article 12** **Conservation des données**

1. Chaque Etat Partie tient, conformément à sa législation et sa réglementation nationales, des registres nationaux des autorisations d'exportation ou des exportations effectives d'armes classiques visées à l'article 2 (1).

2. Chaque Etat Partie est encouragé à conserver des registres des armes classiques visées à l'article 2 (1) acheminées sur son territoire en tant que destination finale ou autorisées à transiter ou être transbordées sur tout territoire relevant de sa juridiction.

3. Chaque Etat Partie est encouragé à consigner dans ces registres la quantité, la valeur, le modèle ou le type, les transferts internationaux autorisés d'armes classiques visées par l'article 2 (1), les armes classiques effectivement transférées, des informations sur l'Etat ou les Etats exportateurs, l'Etat ou les Etats importateurs, l'Etat ou les Etats de transit ou de transbordement et les utilisateurs finaux, en tant que de besoin.

4. Les registres sont conservés pendant au moins dix ans.

#### **Article 13** **Etablissement de rapports**

1. Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité à son égard, chaque Etat Partie adresse au Secrétariat, conformément à l'article 22, un rapport initial sur les mesures prises pour mettre en œuvre le Traité, y compris les lois nationales, listes de contrôle nationales et autres règlements et mesures administratives internes adoptés. Chaque Etat Partie rend compte au Secrétariat, selon qu'il convient, de toute nouvelle mesure prise pour mettre en œuvre le présent Traité. Les rapports sont mis à disposition, et distribués aux Etats Parties par le Secrétariat.

2. Les Etats Parties sont encouragés à rendre compte aux autres Etats Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat, des mesures prises qui se sont révélées efficaces pour lutter contre le détournement des armes classiques visées à l'article 2 (1) au moment de leur transfert.

3. Chaque Etat Partie présente au Secrétariat, au plus tard le 31 mai, un rapport annuel portant sur l'année civile précédente concernant les exportations et importations d'armes classiques visées par l'article 2 (1) autorisées ou effectuées. Les rapports sont mis à disposition, et distribués aux Etats Parties par le Secrétariat. Le rapport présenté au Secrétariat peut contenir les mêmes informations que celles communiquées par l'Etat Partie dans le cadre d'autres dispositifs pertinents des Nations unies, y compris le Registre des Nations unies sur les armes classiques. Toute information de nature commerciale sensible ou relevant de la sécurité nationale peut être exclue des rapports.

#### **Article 14** **Exécution du Traité**

Chaque Etat Partie adopte les mesures nécessaires pour faire appliquer les lois et règlements nationaux mettant en œuvre les dispositions du présent Traité.

#### **Article 15** **Coopération internationale**

1. Les Etats Parties coopèrent entre eux, en cohérence avec leurs intérêts respectifs en matière de sécurité et leur législation nationale, aux fins de la mise en œuvre effective du présent Traité.

2. Les Etats Parties sont encouragés à faciliter la coopération internationale, y compris en échangeant des informations sur les questions d'intérêt mutuel concernant la mise en œuvre et l'application des dispositions du présent Traité en fonction de leurs intérêts en matière de sécurité et de leurs législations nationales.

3. Les Etats Parties sont encouragés à échanger sur les questions d'intérêt mutuel et à partager des informations, en tant que de besoin, afin de soutenir la mise en œuvre du présent Traité.

4. Les Etats Parties sont encouragés à coopérer, en vertu de leur législation nationale, pour favoriser la mise en œuvre nationale des dispositions du présent Traité, notamment en échangeant des informations concernant des activités et des acteurs illicites et pour prévenir et éliminer le détournement des armes classiques visées à l'article 2 (1).

5. Les Etats Parties s'apportent, d'un commun accord et dans le respect de leur droit interne, toute l'assistance possible pour diligenter les enquêtes, poursuites et procédures judiciaires se rapportant à la violation de mesures nationales adoptées au titre du présent Traité.

6. Les Etats Parties sont encouragés à prendre des mesures au niveau national et à coopérer entre eux pour empêcher que le transfert d'armes classiques visées à l'article 2 (1) ne fasse l'objet de pratiques de corruption.

7. Les Etats Parties sont encouragés à procéder à des échanges d'informations et d'expérience sur les leçons tirées concernant tout aspect du présent Traité.

#### **Article 16** **Assistance internationale**

1. Aux fins de mise en œuvre du présent Traité, chaque Etat Partie peut solliciter une assistance notamment juridique ou législative, une aide au renforcement de ses capacités institutionnelles, et une assistance technique, matérielle ou financière. Cette assistance peut comprendre une aide à la gestion des stocks, à la conduite des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, à l'élaboration de lois types et à l'adoption de pratiques de mise en œuvre efficaces. Chaque Etat Partie, qui est en mesure de le faire, fournit cette assistance sur demande.

2. Chaque Etat Partie peut demander, offrir ou recevoir une assistance, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations unies, d'organisations internationales, régionales, sous-régionales ou nationales, d'organisations non gouvernementales, ou à titre bilatéral.

3. Un fonds d'affectation volontaire est mis en place par les Etats Parties pour aider les Etats Parties qui requièrent une assistance internationale pour la mise en œuvre du présent Traité. Chaque Etat Partie est encouragé à alimenter le Fonds.

#### **Article 17** **Conférence des Etats Parties**

1. Le Secrétariat provisoire créé en application de l'article 18 convoquera une Conférence des Etats Parties au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Traité et par la suite en fonction de ce qui sera décidé par la Conférence des Etats Parties.

2. La Conférence des Etats Parties adopte ses règles de procédure par consensus lors de sa première session.

3. La Conférence des Etats Parties adopte les règles budgétaires pour son fonctionnement, les règles régissant le fonctionnement de tout organe subsidiaire qu'elle peut mettre en place ainsi que les dispositions financières régissant le fonctionnement du Secrétariat. Lors de chaque session ordinaire, elle adopte un budget pour la période financière jusqu'à la prochaine session ordinaire.

4. La Conférence des Etats Parties :

a) Examine la mise en œuvre du présent Traité, y compris les évolutions intervenues dans le domaine des armes classiques;

b) Examine et adopte les recommandations relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement du présent Traité, en particulier la promotion de son universalité;

c) Examine les propositions d'amendement au présent Traité, conformément à l'article 20;

d) Examine toute question que suscite l'interprétation du présent Traité;

e) Examine et arrête les tâches et le budget du Secrétariat;

f) Examine la création de tout organe subsidiaire nécessaire à l'amélioration du fonctionnement du Traité; et

g) S'acquitte de toute autre fonction relative au présent Traité.

5. La Conférence des Etats Parties tient des réunions extraordinaires si elle le juge nécessaire, ou à la demande écrite de tout Etat Partie pour autant qu'elle soit soutenue par au moins deux tiers des Etats Parties.

#### **Article 18** **Secrétariat**

1. Le présent Traité institue un secrétariat chargé d'aider les Etats Parties dans la mise en œuvre effective du présent Traité. En attendant la première réunion de la Conférence des Etats Parties, les fonctions administratives liées au présent Traité seront confiées à un Secrétariat provisoire.

2. Le Secrétariat est doté d'un effectif suffisant. Ses membres ont les compétences nécessaires pour lui permettre d'exercer efficacement les fonctions visées au paragraphe 3.

3. Le Secrétariat est responsable devant les Etats Parties. Doté de moyens limités, le Secrétariat exerce les fonctions suivantes :

- a) Recevoir, mettre à disposition et distribuer les rapports prescrits par le présent Traité;
- b) Tenir à jour et à disposition des Etats Parties la liste des points de contacts nationaux;
- c) Aider à rapprocher l'offre et la demande d'assistance pour la mise en œuvre du Traité et promouvoir la coopération internationale selon les demandes;
- d) Faciliter les travaux de la Conférence des Etats Parties, notamment en prenant les dispositions et en fournissant les services nécessaires aux réunions prévues par le présent Traité; et
- e) S'acquitter de toutes autres tâches décidées par la Conférence des Etats Parties.

#### **Article 19**

##### **Règlement des différends**

1. Les Etats Parties se consultent et coopèrent, d'un commun accord, en vue du règlement de tout différend qui pourrait survenir entre eux quant à l'interprétation ou l'application du présent Traité, y compris par la négociation, la médiation, la conciliation, le règlement judiciaire ou tout autre moyen pacifique.

2. Les Etats Parties peuvent choisir, d'un commun accord, de recourir à l'arbitrage pour régler tout différend les opposant au sujet de questions touchant l'interprétation ou l'application du présent Traité.

#### **Article 20**

##### **Amendements**

1. Six ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, tout Etat Partie pourra y proposer des amendements. À l'expiration de ce délai, les amendements proposés pourront uniquement être examinés par la Conférence des Etats Parties tous les trois ans.

2. Toute proposition d'amendement au présent Traité est présentée par écrit au Secrétariat, qui la diffuse à tous les Etats Parties, au moins cent quatre-vingts jours avant la prochaine réunion de la Conférence des Etats Parties à laquelle les amendements pourront être examinés conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>. L'amendement est examiné à la prochaine Conférence des Etats Parties à laquelle les amendements pourront être examinés conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> si, au plus tard cent vingt jours après la distribution du texte par le Secrétariat, la majorité des Etats Parties informe le Secrétariat qu'ils sont favorables à l'examen de la proposition.

3. Les Etats Parties font tout leur possible pour parvenir à un consensus sur chaque amendement. Si aucun accord n'est trouvé malgré les efforts déployés, l'amendement est, en dernier ressort, adopté par un vote majoritaire des trois quarts des Etats Parties présents et votant à la Conférence des Etats Parties. Aux fins du présent article, les Etats Parties présents et votants sont ceux qui sont présents et qui votent pour ou contre. Le Dépositaire communique aux Etats Parties tout amendement ainsi adopté.

4. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur pour chaque Etat Partie qui a déposé un instrument d'acceptation de cet amendement quatre-vingt-dix jours après que la majorité des Etats qui étaient Parties au Traité au moment de l'adoption de l'amendement ont déposé leurs instruments auprès du Dépositaire. Par la suite, il entrera en vigueur pour tout autre Etat Partie quatre-vingt-dix jours après le dépôt de l'instrument d'acceptation de l'amendement.

#### **Article 21**

##### **Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion**

1. Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats au Siège de l'Organisation des Nations unies, à New York, à compter du 3 juin 2013 et jusqu'à son entrée en vigueur.

2. Le présent Traité est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque Etat signataire.

3. Une fois entré en vigueur, le présent Traité sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats non signataires.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Dépositaire.

#### **Article 22**

##### **Entrée en vigueur**

1. Le présent Traité entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Dépositaire.

2. A l'égard de chaque Etat qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

#### **Article 23**

##### **Application à titre provisoire**

Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il appliquera l'article 6 et l'article 7 à titre provisoire en attendant l'entrée en vigueur du présent Traité à son égard.

#### **Article 24**

##### **Durée et dénonciation**

1. Le présent Traité a une durée illimitée.

2. Chaque Etat Partie a le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de dénoncer le présent Traité. Il en donne notification au Dépositaire, qui en adresse notification à tous les autres Etats Parties. La notification peut comporter un exposé des motifs de la dénonciation et prend effet quatre-vingt-dix jours après réception par le Dépositaire, à moins qu'une date postérieure ne soit indiquée.

3. La dénonciation ne libère pas l'Etat des obligations, y compris financières, mises à sa charge par le présent Traité tant qu'il y était Partie.

#### **Article 25**

##### **Réserves**

1. Chaque Etat peut, au moment de sa signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion, formuler des réserves qui ne soient pas incompatibles avec l'objet et le but du présent Traité.

2. L'Etat Partie peut retirer sa réserve à tout moment par notification au Dépositaire.

**Article 26****Rapports avec d'autres instruments internationaux**

1. L'application du présent Traité est sans préjudice des obligations souscrites par les Etats Parties en vertu d'accords internationaux, actuels ou futurs, auxquels ils sont parties, pour autant que ces obligations soient cohérentes avec le présent Traité.

2. Le présent Traité ne peut être invoqué pour priver d'effet les accords de coopération en matière de défense conclus entre Etats Parties au présent Traité.

**Article 27****Dépositaire**

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est le Dépositaire du présent Traité.

**Article 28****Textes faisant foi**

L'original du présent Traité, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Fait à New York, le deux avril deux mil treize.

## VERTALING

**Het Verdrag inzake handel in wapens***Preamble*

*De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,*

*Geleid door de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties,*

*Herinnerend aan artikel 26 van het Handvest van de Verenigde Naties waarmee beoogd wordt de totstandkoming en handhaving van de internationale vrede en veiligheid te bevorderen op een wijze waarbij een zo gering mogelijk deel van wat de wereld aan mensen en middelen te bieden heeft, wordt uitgetrokken voor bewapening,*

*De noodzaak onderstrepnd dat illegale handel in conventionele wapens wordt voorkomen en uitgebannen en belet wordt dat zij de illegale markt bereiken of door onbevoegde gebruikers worden ingezet voor ongeoorloofde doeleinden, met inbegrip van het plegen van terroristische daden,*

*De legitieme belangen van staten erkennend op het gebied van politiek, veiligheid, economie en handel bij de internationale handel in conventionele wapens,*

*Opnieuw het soevereine recht van elke Staat bevestigend uitsluitend op zijn grondgebied conventionele wapens te reguleren en controleren ingevolge zijn eigen rechtsstelsel of constitutionele systeem,*

*Erkennend dat vrede en veiligheid, ontwikkeling en mensenrechten de pijlers vormen van het systeem van de Verenigde Naties en de basis voor de collectieve veiligheid en erkennend dat ontwikkeling, vrede, veiligheid en mensenrechten met elkaar verbonden zijn en elkaar wederzijds versterken,*

*In herinnering roepend de richtlijnen van de ontwapeningscommissie van de Verenigde Naties voor internationale wapenoverdrachten in het kader van resolutie 46/36H van de Algemene Vergadering van 6 december 1991.*

*Gelet op de bijdrage via het actieprogramma van de Verenigde Naties ter voorkoming, bestrijding en uitbanning van de illegale handel in kleine en lichte wapens in al zijn aspecten, alsmede het Protocol tegen de illegale vervaardiging van en handel in vuurwapens, hun onderdelen, componenten en munitie tot aanvulling van Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende misdaad, alsmede het internationale instrument waarmee staten tijdig en op betrouwbare wijze illegale kleine en lichte wapens kunnen identificeren en traceren,*

*De gevolgen voor de veiligheid erkennend alsmede de sociale, economische en humanitaire consequenties van de illegale en ongereguleerde handel in conventionele wapens,*

*Indachtig dat burgers, en vrouwen en kinderen in het bijzonder, het overgrote deel uitmaken van degenen die getroffen worden bij gewapende conflicten en geweld,*

*Voorts de moeilijkheden onderkennend waarmee slachtoffers van gewapende conflicten geconfronteerd worden en hun behoefte aan adequate zorg, revalidatie en sociale en economische deelname,*

*Benadrukkend dat niets in dit Verdrag staten belet doeltreffende aanvullende maatregelen aan te nemen en te handhaven die bijdragen aan het onderwerp en de doelstelling van dit Verdrag,*

*Gelet op de legale handel, de rechtmatige eigendom en het gebruik van bepaalde conventionele wapens voor recreatieve, culturele, historische en sportieve activiteiten, voor zover deze handel, de eigendom en het gebruik wettelijk zijn toegestaan of bij wet worden beschermd,*

*Voorts gelet op de rol die regionale organisaties op verzoek kunnen spelen door Staten die Partij zijn bij te staan bij de implementatie van dit Verdrag,*

*De actieve rol erkennend die het maatschappelijk middenveld, met inbegrip van non-gouvernementele organisaties, en het bedrijfsleven kunnen spelen bij het bevorderen van de bekendheid van dit Verdrag en bij het ondersteunen van de implementatie ervan,*

*Erkennend dat regulering van de internationale handel in conventionele wapens en het voorkomen van de afwending van hun doel of bestemming ervan niet ten koste mogen gaan van de internationale samenwerking en legale handel in materieel, uitrusting en technologie voor vreedzame doeleinden,*

*De wenselijkheid benadrukkend dat bewerkstelligd wordt dat dit Verdrag universeel wordt nageleefd,*

*Vastberaden volgens de volgende beginselen te werk te gaan:*

*Beginselen*

— Het inherente recht van alle staten op individuele of collectieve zelfverdediging zoals erkend in artikel 51 van het Handvest van de Verenigde Naties;

— Het in overeenstemming met artikel 2, derde lid, van het Handvest van de Verenigde Naties op vreedzame wijze dusdanig beslechten van internationale geschillen dat de internationale vrede en veiligheid niet in gevaar worden gebracht;

— Zich in overeenstemming met artikel 2, vierde lid, van het Handvest van de Verenigde Naties in hun internationale betrekkingen onthouden van het dreigen met of gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of politieke onafhankelijkheid van staten of op een andere wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen van de Verenigde Naties;

— In overeenstemming met artikel 2, zevende lid, van het Handvest van de Verenigde Naties geen inmenging in aangelegenheden die in wezen tot het interne domein behoren van staten;

— Het internationaal humanitair recht eerbiedigen en waarborgen dat het geëerbiedigd wordt in overeenstemming met onder meer de Conventies van Genève van 1949 en de mensenrechten vervat in onder andere het Handvest van de Verenigde Naties en de Universele Verklaring van de rechten van de mens eerbiedigen en waarborgen dat ze geëerbiedigd worden;

— De verantwoordelijkheid van alle staten in overeenstemming met hun onderscheiden internationale verplichtingen de internationale handel in conventionele wapens daadwerkelijk te reguleren en de afwending van hun doel of bestemming te voorkomen, alsmede de primaire verantwoordelijkheid van alle staten tot het instellen en implementeren van hun onderscheiden nationale controlesystemen;

— Eerbiediging van de legitieme belangen van staten conventionele wapens te verwerven voor de uitoefening van hun recht op zelfverdediging en voor vredesoperaties en conventionele wapens te produceren, uit te voeren, in te voeren en over te dragen;

— Dit Verdrag op consistente, neutrale en niet-discriminerende wijze implementeren.

*Zijn het volgende overeengekomen:*

### **Artikel 1 Onderwerp en doel**

Doel van dit Verdrag is:

— De hoogst mogelijke gezamenlijke internationale normen vast te stellen voor de regulering of verbetering van de regulering van de internationale handel in conventionele wapens;

— De illegale handel in conventionele wapens te voorkomen en uit te bannen en de afwending van hun doel of bestemming te beletten;

teneinde:

— bij te dragen aan de internationale en regionale vrede, veiligheid en stabiliteit;

— menselijk lijden te bestrijden;

— samenwerking, transparantie en verantwoord optreden door de Staten die Partij zijn in de internationale handel in conventionele wapens te bevorderen, hetgeen bijdraagt aan het vertrouwen tussen de Staten die Partij zijn.

### **Artikel 2 Toepassingsgebied**

1. Dit Verdrag is van toepassing op alle conventionele wapens binnen de volgende categorieën:

a) gevechtstanks;

b) gepantserde gevechtsvoertuigen;

c) groot kaliber artilleriesystemen;

d) gevechtsvliegtuigen;

e) gevechtshelikopters;

f) oorlogsschepen;

g) raketten en raketwerpers; en

h) kleine en lichte wapens.

2. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder de activiteiten van de internationale handel verstaan uitvoer, invoer, transit, doorvoer en tussenhandel, hierna te noemen "overdracht".

3. Dit Verdrag is niet van toepassing op de internationale verplaatsing voor eigen gebruik van conventionele wapens door of namens een Staat die Partij is, mits de conventionele wapens eigendom blijven van die Staat die Partij is.

### **Artikel 3 Munitie**

Elke Staat die Partij is stelt een nationaal controlesysteem in en handhaaft dat, ter regulering van de uitvoer van munitie die wordt afgevuurd, gelanceerd of anderszins gelost met de conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is en past de bepalingen van artikel 6 en artikel 7 toe alvorens een vergunning af te geven voor de export van dergelijke munitie.

### **Artikel 4 Onderdelen en componenten**

Elke Staat die Partij is stelt een nationaal controlesysteem in en handhaaft dat, ter regulering van de uitvoer van onderdelen en componenten indien de uitvoer geschiedt op een wijze die het mogelijk maakt de conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is samen te stellen en past de bepalingen van artikel 6 en artikel 7 toe alvorens een vergunning af te geven voor de uitvoer van dergelijke onderdelen en componenten.

### **Artikel 5 Algemene implementatie**

1. Elke Staat die Partij is implementeert dit Verdrag op consistente, neutrale en niet-discriminerende wijze, indachtig de in dit Verdrag genoemde beginselen.

2. Elke Staat die Partij is stelt een nationaal controlesysteem, met inbegrip van een nationale controlelijst, in en handhaaft dat ten behoeve van de implementatie van de bepalingen van dit Verdrag.

3. Elke Staat die Partij is wordt aangemoedigd de bepalingen van dit Verdrag toe te passen op een zo breed mogelijk spectrum van conventionele wapens. Nationale omschrijvingen van de categorieën waarop artikel 2, eerste lid, letters a tot en met g, van toepassing is mogen niet beperkter zijn dan de omschrijvingen in het VN-register van conventionele wapens op het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag. Voor de categorie waarop artikel 2, eerste lid, letter h, van toepassing is mogen de nationale omschrijvingen niet beperkter zijn dan de omschrijvingen gebruikt in het desbetreffende instrument van de Verenigde Naties op het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag.



4. Elke Staat die Partij is doet overeenkomstig zijn nationale recht zijn nationale controlelijst toekomen aan het secretariaat dat deze ter beschikking stelt van de overige Staten die Partij zijn. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd hun controlelijsten openbaar te maken.

5. Elke Staat die Partij is neemt de maatregelen die nodig zijn voor de implementatie van de bepalingen van dit Verdrag en wijst bevoegde nationale autoriteiten aan ten behoeve van een doeltreffend en transparant nationaal controlesysteem voor de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is en voor producten waarop de artikelen 3 en 4 van toepassing zijn.

6. Elke Staat die Partij is wijst een of meer nationale aanspreekpunten aan voor de uitwisseling van informatie over aangelegenheden omtrent de implementatie van dit Verdrag. Elke Staat die Partij is, stelt het ingevolge artikel 18 ingestelde secretariaat in kennis van zijn nationale aanspreekpunt en houdt deze gegevens actueel.

#### **Artikel 6 Verboden**

1. Een Staat die Partij is geeft geen vergunning af voor de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of van producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is, indien de overdracht in strijd zou zijn met zijn verplichtingen uit hoofde van maatregelen aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties die optreedt uit hoofde van hoofdstuk VII van het Handvest van de Verenigde Naties, wapenembargo's in het bijzonder.

2. Een Staat die Partij is geeft geen vergunning af voor de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of van producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is, indien de overdracht in strijd zou zijn met zijn relevante verplichtingen uit hoofde van internationale verdragen waarbij hij partij is, in het bijzonder verplichtingen met betrekking tot de overdracht van of illegale handel in conventionele wapens.

3. De Staat die Partij is geeft geen vergunning af voor de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of van producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is, indien hem op het tijdstip van de afgifte van de vergunning bekend is dat de wapens of producten zouden worden gebruikt voor het plegen van genocide, misdaden tegen de mensheid, grove schendingen van de Conventies van Genève van 1949, aanvallen gericht tegen burgerdoelen of als zodanig beschermde burgers of andere oorlogsmisdaden omschreven in de internationale verdragen waarbij hij partij is.

#### **Artikel 7 Uitvoer en beoordeling vooraf**

1. Indien uitvoer niet verboden is uit hoofde van artikel 6, stelt elke uitvoerende Staat die Partij is, alvorens een vergunning af te geven voor de uitvoer van conventionele wapens onder zijn rechtsmacht en nationale controlesysteem waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of van producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is, op neutrale en niet-discriminerende wijze, rekening houdend met relevante factoren waaronder informatie verschaft door de invoerende staat in overeenstemming met artikel 8, eerste lid, vast in hoeverre de conventionele wapens of producten:

a) zouden kunnen bijdragen aan of ten koste kunnen gaan van de vrede en veiligheid;

b) gebruikt zouden kunnen worden voor:

- i. het plegen of bevorderen van een ernstige schending van het internationale humanitaire recht;
- ii. het plegen of bevorderen van een ernstige schending van het internationale recht inzake de mensenrechten;
- iii. het plegen of bevorderen van handelingen die strafbaar zijn ingevolge internationale verdragen of protocollen inzake terrorisme waarbij de uitvoerende staat partij is; of
- iv. het plegen of bevorderen van handelingen die strafbaar zijn ingevolge internationale verdragen of protocollen inzake grensoverschrijdende georganiseerde misdaad waarbij de uitvoerende staat partij is.

2. De uitvoerende Staat die Partij is overweegt voorts of er maatregelen zouden kunnen worden genomen ter beperking van de gevaren omschreven in het eerste lid, onder a of b, zoals vertrouwenscheppende maatregelen of door de uitvoerende en invoerende staten gezamenlijk uitgewerkte en overeengekomen programma's.

3. Indien de uitvoerende Staat die Partij is na het verrichten van deze beoordeling en het overwegen van beperkende maatregelen vaststelt dat de kans op een van de negatieve gevolgen genoemd in het eerste lid onevenredig groot is, geeft de uitvoerende Staat die Partij is geen vergunning af voor de uitvoer.

4. De uitvoerende Staat die Partij is neemt bij deze beoordeling het risico in aanmerking dat de conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of de producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is zullen worden gebruikt voor het plegen of bevorderen van ernstige daden van genderspecifiek geweld of ernstige geweldsmisdrijven tegen vrouwen en kinderen.

5. Elke uitvoerende Staat die Partij is neemt maatregelen om te waarborgen dat alle vergunningen voor de uitvoer van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is of van producten waarop artikel 3 of 4 van toepassing is gedetailleerd vastgelegd worden en voorafgaand aan de uitvoer worden afgegeven.

6. Elke uitvoerende Staat die Partij is stelt op verzoek en met inachtneming van zijn nationale recht, praktijken of beleid relevante informatie over de desbetreffende vergunning ter beschikking aan de invoerende Staat die Partij is en aan de staten van transit of doorvoer die partij zijn.

7. Indien een uitvoerende Staat die Partij is nadat een vergunning is afgegeven op de hoogte raakt van nieuwe relevante informatie, wordt hij aangemoedigd, indien van toepassing na overleg met de invoerende staat, de vergunning opnieuw te beoordelen.

#### **Artikel 8 Invoer**

1. Elke invoerende Staat die Partij is neemt maatregelen om te waarborgen dat op verzoek uit hoofde van zijn nationale recht passende en relevante informatie wordt verschaft aan de uitvoerende Staat die Partij is teneinde de uitvoerende Staat die Partij is bij te staan bij de uitvoering van zijn nationale beoordeling van de uitvoer ingevolge artikel 7. Dergelijke maatregelen kunnen documentatie voor eindgebruik of de eindgebruikers betreffen.

2. Elke invoerende Staat die Partij is neemt maatregelen die hem waar nodig in staat stellen de invoer onder zijn rechtsmacht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is te reguleren. Deze maatregelen kunnen mede invoersystemen omvatten.

3. Elke invoerende Staat die Partij is kan verzoeken om informatie van de uitvoerende Staat die Partij is betreffende aanhangige of feitelijke uitvoervergunningen indien de invoerende Staat die Partij is het uiteindelijke land van bestemming is.

### **Artikel 9** **Transit of doorvoer**

Elke Staat die Partij is neemt passende maatregelen om waar nodig en uitvoerbaar de transit of doorvoer via zijn grondgebied van conventionele wapens onder zijn rechtsmacht waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is te reguleren in overeenstemming met het desbetreffende internationale recht.

### **Artikel 10** **Tussenhandel**

Elke Staat die Partij is neemt maatregelen om in overeenstemming met zijn nationale recht de tussenhandel onder zijn rechtsmacht in conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is te reguleren. Bij dergelijke maatregelen kunnen tussenhandelaars verplicht worden zich in te registreren of voorafgaand aan hun werkzaamheden een schriftelijke machtiging aan te vragen.

### **Artikel 11** **Afwending van doel of bestemming**

1. Elke Staat die Partij is en betrokken is bij de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is neemt maatregelen om de afwending van hun doel of bestemming te voorkomen.

2. Elke uitvoerende Staat die Partij is tracht afwending van doel of bestemming bij de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is via zijn nationale controlesysteem, ingesteld in overeenstemming met artikel 5, tweede lid, te voorkomen door de kans op afwending bij de uitvoer vast te stellen en het instellen van mitigerende maatregelen, zoals vertrouwenscheppende maatregelen of tussen de uitvoerende en invoerende staten gezamenlijk uitgewerkte en overeengekomen programma's, te overwegen. Andere preventieve maatregelen kunnen bestaan uit onderzoek naar partijen betrokken bij de uitvoer, het vereisen van aanvullende documentatie, certificaten, waarborgen, weigeren van de exportvergunning of andere passende maatregelen, al naar gelang wat van toepassing is.

3. Staten die Partij zijn die betrokken zijn bij de invoer, transit, doorvoer en uitvoer werken samen en wisselen waar passend en uitvoerbaar overeenkomstig hun nationale recht informatie uit teneinde de kans op afwending bij de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is te beperken.

4. Indien een Staat die Partij is ontdekt dat er sprake is van afwending in overgedragen conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is, neemt de Staat die Partij is in overeenstemming met zijn nationale recht en het internationale recht passende maatregelen om die aan te pakken. Dergelijke maatregelen bestaan uit het waarschuwen van mogelijk getroffen Staten die Partij zijn, onderzoeken van via de afwending verdwenen zendingen van dergelijke conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is en het nemen van follow-upmaatregelen door middel van onderzoek en handhaving.

5. Teneinde beter inzicht te krijgen in de afwending in overgedragen conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is en deze te voorkomen worden de Staten die Partij zijn aangemoedigd relevante informatie over effectieve maatregelen voor de aanpak van de afwending met elkaar te delen. Dergelijke informatie kan informatie omvatten over illegale activiteiten, corruptie, internationale smokkelroutes, illegale makelaars, illegale leveranciers, verbergingsmethoden [en] door bij de afwending betrokken georganiseerde groepen vaak gebruikte plaatsen voor verzending of bestemmingen.

6. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd via het secretariaat aan de andere Staten die Partij zijn verslag uit te brengen over maatregelen die zij hebben getroffen om de afwending in overgedragen conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is aan te pakken.

### **Artikel 12** **Bijhouden van gegevens**

1. Elke Staat die Partij is houdt in overeenstemming met zijn nationale wet- en regelgeving nationale registers bij van afgegeven uitvoervergunningen voor of van de feitelijke uitvoer van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is.

2. Elke Staat die Partij is wordt aangemoedigd registers bij te houden van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is die worden overgedragen naar zijn grondgebied als eindbestemming of waarvoor een vergunning is afgegeven voor transit of doorvoer op grondgebied onder zijn rechtsmacht.

3. Elke Staat die Partij is wordt aangemoedigd de hoeveelheid, de waarde, het model/type, internationale overdrachten van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is waarvoor een vergunning is afgegeven, feitelijk overgedragen conventionele wapens en gegevens van uitvoerende staat (staten), invoerende staat (staten), staat (staten) van transit en doorvoer en eindgebruikers, al naar gelang van toepassing is op te nemen in deze registers.

4. De registers worden gedurende ten minste tien jaar bewaard.

### **Artikel 13** **Rapportering**

1. Elke Staat die Partij is brengt binnen een jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag voor die Staat die Partij is in overeenstemming met artikel 22 een eerste rapport uit aan het secretariaat van de maatregelen die zijn getroffen teneinde dit Verdrag te implementeren, met inbegrip van zijn nationale wetgeving, nationale controlelijsten en andere voorschriften en administratieve maatregelen. Elke Staat die Partij is brengt indien van toepassing verslag uit aan het secretariaat van nieuwe maatregelen getroffen voor de implementatie van dit Verdrag. De rapporten zullen beschikbaar gemaakt worden, en aan de Staten die Partij zijn verdeeld worden door het secretariaat.

2. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd via het secretariaat verslag uit te brengen aan de andere Staten die Partij zijn van maatregelen die effectief gebleken zijn bij de aanpak van de afwending in overgedragen conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is.

3. Elke Staat die Partij is dient bij het secretariaat ieder jaar vóór 31 mei een rapport in over het voorafgaande kalenderjaar over vergunningen afgegeven voor of feitelijk uitgevoerde en ingevoerde conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is. Het secretariaat stelt de rapporten beschikbaar aan en verspreidt ze onder de Staten die Partij zijn. Het rapport dat bij het secretariaat is ingediend kan dezelfde informatie bevatten die een Staat die Partij is bij de desbetreffende kaders van de Verenigde Naties heeft ingediend, met inbegrip van het VN-register van conventionele wapens. Gevoelige handelsinformatie of informatie over de nationale veiligheid mogen worden uitgesloten in de rapporten.

#### **Artikel 14** **Handhaving**

Elke Staat die Partij is neemt passende maatregelen tot handhaving van de nationale wet- en regelgeving ter implementatie van de bepalingen van dit Verdrag.

#### **Artikel 15** **Internationale samenwerking**

1. De Staten die Partij zijn werken overeenkomstig hun onderscheiden veiligheidsbelangen en nationale recht met elkaar samen bij de daadwerkelijke implementatie van dit Verdrag.

2. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd de internationale samenwerking te vergemakkelijken, met inbegrip van het uitwisselen van informatie over aangelegenheden van wederzijds belang ter zake van de implementatie en toepassing van dit Verdrag overeenkomstig hun onderscheiden veiligheidsbelangen en nationale recht.

3. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd te overleggen over aangelegenheden van wederzijds belang en indien van toepassing informatie te delen ter ondersteuning van de implementatie dit Verdrag.

4. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd overeenkomstig hun nationale recht samen te werken ter ondersteuning van de nationale implementatie van de bepalingen van dit Verdrag, onder meer door het delen van informatie over wederrechtelijke activiteiten en actoren en teneinde de afwending in conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is te voorkomen en uit te bannen.

5. Indien gezamenlijk overeengekomen en verenigbaar met hun nationale recht, verlenen de Staten die Partij zijn elkaar de ruimst mogelijke mate van bijstand bij onderzoek, vervolging en gerechtelijke procedures ter zake van schendingen van nationale maatregelen die zijn vastgesteld uit hoofde van dit Verdrag.

6. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd nationale maatregelen te nemen en met elkaar samen te werken om te voorkomen dat de overdracht van conventionele wapens waarop artikel 2, eerste lid, van toepassing is doelwit wordt van corrupte praktijken.

7. De Staten die Partij zijn worden aangemoedigd ervaringen en informatie uit te wisselen over hetgeen geleerd is met betrekking tot enig aspect van dit Verdrag.

#### **Artikel 16** **Internationale bijstand**

1. Bij de implementatie van dit Verdrag kan elke Staat die Partij is verzoeken om bijstand, met inbegrip van juridische bijstand en bijstand bij wetgeving, institutionele capaciteitsopbouw en technische, materiële of financiële bijstand. Deze bijstand kan voorraadbeheer, ontwapening, demobilisatie en reïntegratieprogramma's, modelwetgeving en doeltreffende uitvoeringspraktijken omvatten. Elke Staat die Partij is die daartoe in staat is verleent dergelijke bijstand op verzoek.

2. Elke Staat die Partij is kan bijstand aanvragen, aanbieden of ontvangen via onder meer de Verenigde Naties, internationale, regionale, subregionale of nationale organisaties, non-gouvernementele organisaties of op bilateraal niveau.

3. De Staten die Partij zijn richten een vrijwillig trustfonds op ter ondersteuning van Staten die Partij zijn die verzoeken om internationale bijstand bij de implementatie van dit Verdrag. Elke Staat die Partij is wordt aangemoedigd middelen bij te dragen aan het fonds.

#### **Artikel 17** **Conferentie van de Staten die Partij zijn**

1. Het voorlopige secretariaat, ingesteld ingevolge artikel 18, roept uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag een conferentie van de Staten die Partij zijn bijeen en vervolgens op door de conferentie van de Staten die Partij zijn te bepalen andere tijdstippen.

2. De conferentie van de Staten die Partij zijn neemt tijdens haar eerste zitting bij consensus haar reglement van orde aan.

3. De conferentie van de Staten die Partij zijn neemt bij consensus financiële regels voor haarzelf aan alsmede voor de financiering van hulporganen die zij kan instellen, alsook financiële bepalingen voor het functioneren van het secretariaat. Tijdens elke reguliere zitting neemt de conferentie van de Staten die Partij zijn een begroting aan voor het financiële tijdvak tot de volgende reguliere zitting.

4. De conferentie van de Staten die Partij zijn zijn:

a) toetst de implementatie van dit Verdrag, alsmede ontwikkelingen op het gebied van conventionele wapens;

b) bestudeert aanbevelingen betreffende de implementatie en het functioneren van dit Verdrag, in het bijzonder wat betreft het bevorderen van het universele karakter ervan, en neemt aanbevelingen aan;

c) bestudeert amendementen van dit Verdrag in overeenstemming met artikel 20;

d) bestudeert kwesties die voortvloeien uit de uitlegging van dit Verdrag;

e) bestudeert de taken en de begroting van het secretariaat en neemt daarover besluiten;

f) bestudeert de instelling van hulporganen die nodig kunnen zijn om het functioneren van dit Verdrag te verbeteren; en

g) vervult alle overige taken die verenigbaar zijn met dit Verdrag.

5. Buitengewone vergaderingen van de conferentie van de Staten die Partij zijn kunnen op ieder ander tijdstip worden gehouden indien de conferentie zulks noodzakelijk acht of op schriftelijk verzoek van een Staat die Partij is, op voorwaarde dat dit verzoek door ten minste twee derden van de Staten die Partij zijn wordt gesteund.

#### **Artikel 18**

##### **Secretariaat**

1. Bij dit Verdrag wordt een secretariaat ingesteld dat de Staten die Partij zijn bijstaat bij de daadwerkelijke implementatie van dit Verdrag. In afwachting van de eerste vergadering van de conferentie van de Staten die Partij zijn is een voorlopig secretariaat verantwoordelijk voor de administratieve taken die vallen onder dit Verdrag.

2. Het secretariaat wordt voorzien van voldoende personeel. Het personeel beschikt over de nodige deskundigheid om te waarborgen dat het secretariaat de in het derde lid omschreven taken daadwerkelijk kan vervullen.

3. Het secretariaat is verantwoording verschuldigd aan de Staten die Partij zijn. Binnen een beperkt kader aanvaardt het secretariaat de volgende verantwoordelijkheden:

- a) ontvangen, beschikbaar stellen en verspreiden van de rapporten zoals bepaald in dit Verdrag;
- b) bijhouden en aan de Staten die Partij zijn beschikbaar stellen van de lijst met nationale aanspreekpunten;
- c) vergemakkelijken van het afstemmen van verzoeken om en aanbiedingen van bijstand bij de implementatie van dit Verdrag en desgevraagd bevorderen van internationale samenwerking;
- d) vergemakkelijken van de werkzaamheden van de conferentie van de Staten die Partij zijn, met inbegrip van het treffen van regelingen voor en het verlenen van de nodige diensten voor vergaderingen uit hoofde van dit Verdrag; en
- e) uitvoeren van andere taken zoals besloten door de conferentie van de Staten die Partij zijn.

#### **Artikel 19** **Geschillenbeslechting**

1. De Staten die Partij zijn plegen overleg en werken met wederzijdse instemming samen ten behoeve van het beslechten van elk geschil dat tussen hen mocht rijzen over de uitlegging of toepassing van dit Verdrag, onder meer door middel van onderhandelingen, bemiddeling, verzoening, gerechtelijke schikking of andere vreedzame middelen.

2. De Staten die Partij zijn kunnen met wederzijdse instemming streven naar arbitrage voor het beslechten van geschillen tussen hen over kwesties omtrent de uitlegging of toepassing van dit Verdrag.

#### **Artikel 20** **Amendementen**

1. Zes jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag kan elke Staat die Partij is amendementen van dit Verdrag voorstellen. Daarna kunnen voorgestelde amendementen slechts om de drie jaar worden behandeld door de conferentie van de Staten die Partij zijn.

2. Voorstellen tot wijziging van dit Verdrag worden uiterlijk 180 dagen voor de volgende vergadering van de conferentie van de Staten die Partij zijn tijdens welke overeenkomstig het eerste lid amendementen kunnen worden behandeld schriftelijk ingediend bij het secretariaat dat de voorstellen doet toekomen aan alle Staten die Partij zijn. Amendementen worden behandeld tijdens de volgende conferentie van de Staten die Partij zijn tijdens welke overeenkomstig het eerste lid amendementen kunnen worden behandeld, indien uiterlijk 120 dagen na de toezending door het secretariaat een meerderheid van de Staten die Partij zijn het secretariaat ervan in kennis heeft gesteld behandeling van de voorstellen te ondersteunen.

3. De Staten die Partij zijn stellen alles in het werk om consensus te bereiken over iedere wijziging. Indien alle pogingen om consensus te bereiken zijn uitgeput en er geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de wijziging in laatste instantie aangenomen met een tweederdemeerderheid van de Staten die Partij zijn die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen tijdens de vergadering van de conferentie van de Staten die Partij zijn. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder aanwezige Staten die Partij zijn die hun stem uitbrengen verstaan Staten die Partij zijn die aanwezig zijn en een voor- of tegenstem uitbrengen. De depositaris doet aangenomen amendementen toekomen aan alle Staten die Partij zijn.

4. Amendementen die in overeenstemming met het derde lid zijn aangenomen treden voor elke Staat die Partij is die zijn akte van aanvaarding voor die wijziging heeft nedergelegd in werking negentig dagen na de datum van nederlegging bij de depositaris van de akten van aanvaarding door een meerderheid van het aantal Staten die Partij zijn op het tijdstip van de aanvaarding van een wijziging. Vervolgens treedt zij ten aanzien van elke andere Staat die Partij is in werking negentig dagen na de datum van nederlegging van zijn akte van aanvaarding van die wijziging.

#### **Artikel 21** **Ondertekening, ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding**

1. Dit Verdrag staat tot de inwerkingtreding ervan vanaf 3 juni 2013 op het Hoofdkwartier van de Verenigde Naties te New York open voor ondertekening door alle staten.

2. Dit Verdrag dient door alle ondertekenende staten te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

3. Na de inwerkingtreding staat dit Verdrag open voor toetreding door elke staat die het niet heeft ondertekend.

4. De akten van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding dienen te worden nedergelegd bij de depositaris.

#### **Artikel 22** **Inwerkingtreding**

1. Dit Verdrag treedt in werking negentig dagen na de datum van nederlegging bij de depositaris van de vijftigste akte van ratificatie, aanvaarding of goedkeuring.

2. Voor elke staat die zijn akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding nederlegt na de inwerkingtreding van dit Verdrag, treedt dit Verdrag voor die staat in werking negentig dagen na de datum van de nederlegging van zijn akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

#### **Artikel 23** **Voorlopige toepassing**

Elke staat kan ten tijde van de ondertekening of de nederlegging van zijn akte van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat hij, hangende de inwerkingtreding van dit Verdrag ten aanzien van die staat, de artikelen 6 en 7 van dit Verdrag voorlopig toepast.

#### **Artikel 24** **Duur en opzegging**

1. Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

2. Elke Staat die Partij is heeft bij de uitoefening van zijn nationale soevereiniteit het recht dit Verdrag op te zeggen. Hij stelt de depositaris in kennis van de opzegging, die alle andere Staten die Partij zijn in kennis stelt. De kennisgeving van opzegging kan een uiteenzetting van de gronden voor de opzegging omvatten. De kennisgeving van opzegging wordt van kracht negentig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van opzegging door de depositaris, tenzij de kennisgeving van opzegging in een latere datum voorziet.

3. Opzegging ontslaat staten niet van hun verplichtingen die voortvloeiden uit dit Verdrag toen zij partij waren bij dit Verdrag, met inbegrip van financiële verplichtingen die kunnen zijn ontstaan.

**Artikel 25**  
**Voorbehouden**

1. Op het tijdstip van ondertekening, ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding kan elke staat voorbehouden formuleren, tenzij de voorbehouden onverenigbaar zijn met het onderwerp en doel van dit Verdrag.

2. Staten die Partij zijn kunnen hun voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een daartoe strekkende kennisgeving gericht aan de depositaris.

**Artikel 26**  
**Relatie met andere internationale overeenkomsten**

1. De implementatie van dit Verdrag laat verplichtingen die Staten die Partij zijn zijn aangegaan in het kader van bestaande of toekomstige internationale verdragen waarbij zij partij zijn onverlet, indien die verplichtingen verenigbaar zijn met dit Verdrag.

2. Dit Verdrag wordt niet aangehaald als grond voor nietigverklaring van verdragen inzake defensiesamenwerking gesloten tussen Staten die Partij zijn bij dit Verdrag.

**Artikel 27**  
**Depositaris**

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is depositaris van dit Verdrag.

**Artikel 28**  
**Authentieke teksten**

Het oorspronkelijke exemplaar van dit Verdrag, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Gedaan te New York op 28 maart 2013.

—————  
Lijst van de landen en verdragen

Staten/Organisaties	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ALBANIE	03/06/2013	Bekrachtiging	19/03/2014	
ANGOLA	24/09/2013	Onbepaald		
ANTIGUA EN BARBUDA	03/06/2013	Bekrachtiging	12/08/2013	
ARGENTINIE	03/06/2013	Onbepaald		
AUSTRALIE	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
BAHAMAS, DE	03/06/2013	Onbepaald		
BAHREIN	21/11/2013	Onbepaald		
BANGLADESH	26/09/2013	Onbepaald		
BARBADOS	25/09/2013	Onbepaald		
BELIZE	03/06/2013	Onbepaald		
BENIN	03/06/2013	Onbepaald		
BOSNIË EN HERZEGOVINA	25/09/2013	Onbepaald		
BRAZILIE	03/06/2013	Onbepaald		
BULGARIJE	02/07/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
BURKINA FASO	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
BURUNDI	03/06/2013	Onbepaald		
België	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
CAMBODJA	18/10/2013	Onbepaald		
CHILI	03/06/2013	Onbepaald		
COLOMBIA	24/09/2013	Onbepaald		
COMOREN	26/09/2013	Onbepaald		
CONGO (REPUBLIEK)	25/09/2013	Onbepaald		
COSTA RICA	03/06/2013	Bekrachtiging	25/09/2013	
CYPRUS	03/06/2013	Onbepaald		
DENEMARKEN	03/06/2013	Goedkeuring	02/04/2014	
DJIBOUTI	03/06/2013	Onbepaald		
DOMINICA	01/10/2013	Onbepaald		
DOMINICAANSE REPUBLIEK	03/06/2013	Onbepaald		
DUITSLAND	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
EL SALVADOR	05/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	

Staten/Organisaties	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ESTLAND	03/06/2013	Goedkeuring	02/04/2014	
FILIPPIJNEN	25/09/2013	Onbepaald		
FINLAND	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
FRANKRIJK	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
GABON	25/09/2013	Onbepaald		
GHANA	24/09/2013	Onbepaald		
GRENADA	03/06/2013	Bekrachtiging	21/10/2013	
GRIEKENLAND	03/06/2013	Onbepaald		
GUATEMALA	24/06/2013	Onbepaald		
GUINEA	29/07/2013	Onbepaald		
GUINEE-BISSAU	26/09/2013	Onbepaald		
GUYANA	03/06/2013	Bekrachtiging	04/07/2013	
HAITI	21/03/2014	Onbepaald		
HONDURAS	25/09/2013	Onbepaald		
HONGARIJE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
IERLAND	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
IJSLAND	03/06/2013	Bekrachtiging	02/07/2013	
ITALIE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
IVOORKUST	03/06/2013	Onbepaald		
JAMAICA	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
JAPAN	03/06/2013	Aanvaarding	09/05/2014	
KAAPVERDISCHE (EILANDEN)	25/09/2013	Onbepaald		
KIRIBATI	25/09/2013	Onbepaald		
KOREA (ZUID)	03/06/2013	Onbepaald		
KROATIE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
LESOTHO	25/09/2013	Onbepaald		
LETLAND	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
LIBERIA	04/06/2013	Onbepaald		
LIBIE	09/07/2013	Onbepaald		
LIECHTENSTEIN	03/06/2013	Onbepaald		
LITOUWEN	03/06/2013	Onbepaald		
LUXEMBURG	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REP.)	25/09/2013	Bekrachtiging	06/03/2014	
MADAGASCAR	25/09/2013	Onbepaald		
MALAWI	09/01/2014	Onbepaald		
MALEISIE	26/09/2013	Onbepaald		
MALI	03/06/2013	Bekrachtiging	03/12/2013	
MALTA	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
MAURITANIE	03/06/2013	Onbepaald		
MEXICO	03/06/2013	Bekrachtiging	25/09/2013	
MOLDAVIË	10/09/2013	Onbepaald		
MONGOLIE	24/09/2013	Onbepaald		
MONTENEGRO	03/06/2013	Onbepaald		
MOZAMBIQUE	03/06/2013	Onbepaald		
NAURU	25/09/2013	Onbepaald		

Staten/Organisaties	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
NEDERLAND	03/06/2013	Onbepaald		
NIEUW-ZEELAND	03/06/2013	Onbepaald		
NIGER	24/03/2014	Onbepaald		
NIGERIA	12/08/2013	Bekrachtiging	12/08/2013	
NOORWEGEN	03/06/2013	Bekrachtiging	12/02/2014	
OOSTENRIJK	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
PALAU	03/06/2013	Onbepaald		
PANAMA	03/06/2013	Bekrachtiging	11/02/2014	
PARAGUAY	19/06/2013	Onbepaald		
PERU	24/09/2013	Onbepaald		
POLEN	01/07/2013	Onbepaald		
PORTUGAL	03/06/2013	Onbepaald		
ROEMENIE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
RWANDA	05/06/2013	Onbepaald		
SAINT KITTS EN NEVIS	05/06/2013	Onbepaald		
SAINT VINCENT EN GRENADEN	03/06/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
SAMOA	25/09/2013	Bekrachtiging	03/06/2014	
SENEGAL	03/06/2013	Onbepaald		
SERVIË	12/08/2013	Onbepaald		
SEYCHELLEN	03/06/2013	Onbepaald		
SIERRA LEONE	25/09/2013	Onbepaald		
SLOVAKIJE	10/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
SLOVENIE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
SPANJE	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
ST. LUCIA	03/06/2013	Onbepaald		
SURINAME	03/06/2013	Onbepaald		
SWAZILAND	04/09/2013	Onbepaald		
TANZANIA	03/06/2013	Onbepaald		
TOGO	03/06/2013	Onbepaald		
TRINIDAD EN TOBAGO	03/06/2013	Bekrachtiging	25/09/2013	
TSJAAD	25/09/2013	Onbepaald		
TSJECHISCHE REP.	03/06/2013	Onbepaald		
TURKIJE	02/07/2013	Onbepaald		
TUVALU	03/06/2013	Onbepaald		
URUGUAY	03/06/2013	Onbepaald		
VANUATU	26/07/2013	Onbepaald		
VERENIGD KONINKRIJK	03/06/2013	Bekrachtiging	02/04/2014	
VERENIGDE ARABISCHE EMIRATEN	09/07/2013	Onbepaald		
VERENIGDE STATEN	25/09/2013	Onbepaald		
ZAMBIA	25/09/2013	Onbepaald		
ZUID-AFRIKA	25/09/2013	Onbepaald		
ZWEDEN	03/06/2013	Bekrachtiging	16/06/2014	
ZWITSERLAND	03/06/2013	Onbepaald		

## Liste des pays signataires pour un traité

Etats/Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée vigueur locale
AFRIQUE DU SUD	25/09/2013	Indéterminé		
ALBANIE	03/06/2013	Ratification	19/03/2014	
ALLEMAGNE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
ANGOLA	24/09/2013	Indéterminé		
ANTIGUA ET BARBUDA	03/06/2013	Ratification	12/08/2013	
ARGENTINE	03/06/2013	Indéterminé		
AUSTRALIE	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
AUTRICHE	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
BAHAMAS	03/06/2013	Indéterminé		
BAHREIN	21/11/2013	Indéterminé		
BANGLADESH	26/09/2013	Indéterminé		
BARBADE	25/09/2013	Indéterminé		
BELGIQUE	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
BOSNIE-HERZEGOVINE	25/09/2013	Indéterminé		
BRÉSIL	03/06/2013	Indéterminé		
BULGARIE	02/07/2013	Ratification	02/04/2014	
BURKINA FASO	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
BURUNDI	03/06/2013	Indéterminé		
BÉLIZE	03/06/2013	Indéterminé		
BÉNIN	03/06/2013	Indéterminé		
CAMBODGE	18/10/2013	Indéterminé		
CAP-VERT (ILES)	25/09/2013	Indéterminé		
CHILI	03/06/2013	Indéterminé		
CHYPRE	03/06/2013	Indéterminé		
COLOMBIE	24/09/2013	Indéterminé		
COMORES	26/09/2013	Indéterminé		
CONGO (REPUBLIQUE)	25/09/2013	Indéterminé		
CORÉE DU SUD	03/06/2013	Indéterminé		
COSTA-RICA	03/06/2013	Ratification	25/09/2013	
COTE D'IVOIRE	03/06/2013	Indéterminé		
CROATIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
DANEMARK	03/06/2013	Approbation	02/04/2014	
DJIBOUTI	03/06/2013	Indéterminé		
DOMINICAINE REPUBLIQUE	03/06/2013	Indéterminé		
DOMINIQUE	01/10/2013	Indéterminé		
EL SALVADOR	05/06/2013	Ratification	02/04/2014	
EMIRATS ARABES UNIS	09/07/2013	Indéterminé		
ESPAGNE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
ESTONIE	03/06/2013	Approbation	02/04/2014	
Etats-Unis	25/09/2013	Indéterminé		
FINLANDE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
FRANCE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
GABON	25/09/2013	Indéterminé		
GHANA	24/09/2013	Indéterminé		
GRECE	03/06/2013	Indéterminé		
GRENADE	03/06/2013	Ratification	21/10/2013	
GUATEMALA	24/06/2013	Indéterminé		
GUINEE	29/07/2013	Indéterminé		
GUINEE-BISSAU	26/09/2013	Indéterminé		



Etats/Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée vigueur locale
GUYANA	03/06/2013	Ratification	04/07/2013	
HAITI	21/03/2014	Indéterminé		
HONDURAS	25/09/2013	Indéterminé		
HONGRIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
IRLANDE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
ISLANDE	03/06/2013	Ratification	02/07/2013	
ITALIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
JAMAIQUE	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
JAPON	03/06/2013	Acceptation	09/05/2014	
KIRIBATI	25/09/2013	Indéterminé		
LESOTHO	25/09/2013	Indéterminé		
LETTONIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
LIBERIA	04/06/2013	Indéterminé		
LIBYE	09/07/2013	Indéterminé		
LIECHTENSTEIN	03/06/2013	Indéterminé		
LITUANIE	03/06/2013	Indéterminé		
Luxembourg	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
MACEDOINE (EX-REP. YUGOSLAVE DE)	25/09/2013	Ratification	06/03/2014	
MADAGASCAR	25/09/2013	Indéterminé		
MALAISIE	26/09/2013	Indéterminé		
MALAWI	09/01/2014	Indéterminé		
MALI	03/06/2013	Ratification	03/12/2013	
MALTE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
MAURITANIE	03/06/2013	Indéterminé		
MEXIQUE	03/06/2013	Ratification	25/09/2013	
MOLDAVIE	10/09/2013	Indéterminé		
MONGOLIE	24/09/2013	Indéterminé		
MONTENEGRO	03/06/2013	Indéterminé		
MOZAMBIQUE	03/06/2013	Indéterminé		
NAURU	25/09/2013	Indéterminé		
NIGER	24/03/2014	Indéterminé		
NIGERIA	12/08/2013	Ratification	12/08/2013	
NORVEGE	03/06/2013	Ratification	12/02/2014	
NOUVELLE-ZELANDE	03/06/2013	Indéterminé		
PALAU	03/06/2013	Indéterminé		
PANAMA	03/06/2013	Ratification	11/02/2014	
PARAGUAY	19/06/2013	Indéterminé		
PAYS-BAS	03/06/2013	Indéterminé		
PHILIPPINES	25/09/2013	Indéterminé		
POLOGNE	01/07/2013	Indéterminé		
Portugal	03/06/2013	Indéterminé		
PEROU	24/09/2013	Indéterminé		
ROUMANIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
Royaume-Uni	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
RWANDA	05/06/2013	Indéterminé		

Etats/Organisations	Date authentication	Type de consentement	Date consentement	Entrée vigueur locale
SAINT VINCENT ET GRENADE	03/06/2013	Ratification	03/06/2014	
SAINT-CHRISTOPHE- ET-NIEVES	05/06/2013	Indéterminé		
SAINTE LUCIE	03/06/2013	Indéterminé		
SAMOA	25/09/2013	Ratification	03/06/2014	
SERBIE	12/08/2013	Indéterminé		
SEYCHELLES	03/06/2013	Indéterminé		
SIERRA LÉONE	25/09/2013	Indéterminé		
SLOVAQUIE	10/06/2013	Ratification	02/04/2014	
SLOVENIE	03/06/2013	Ratification	02/04/2014	
SUEDE	03/06/2013	Ratification	16/06/2014	
SUISSE	03/06/2013	Indéterminé		
SURINAM	03/06/2013	Indéterminé		
SWAZILAND	04/09/2013	Indéterminé		
SÉNÉGAL	03/06/2013	Indéterminé		
TANZANIE	03/06/2013	Indéterminé		
TCHAD	25/09/2013	Indéterminé		
TCHEQUE REP.	03/06/2013	Indéterminé		
TOGO	03/06/2013	Indéterminé		
TRINIDAD ET TOBAGO	03/06/2013	Ratification	25/09/2013	
TURQUIE	02/07/2013	Indéterminé		
TUVALU	03/06/2013	Indéterminé		
URUGUAY	03/06/2013	Indéterminé		
VANUATU	26/07/2013	Indéterminé		
ZAMBIE	25/09/2013	Indéterminé		

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2014/00537]

**1 DECEMBER 1975. — Koninklijk besluit houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg. — Duitse vertaling van wijzigingsbepalingen**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C + E, D, D + E en de subcategorieën C1, C1 + E, D1, D1 + E, het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs (*Belgisch Staatsblad* van 9 december 2008).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale Dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2014/00537]

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 1975. — Arrêté royal portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique. — Traduction allemande de dispositions modificatives**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande des articles 7 et 9 de l'arrêté royal du 28 novembre 2008 modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C + E, D, D + E et des sous-catégories C1, C1 + E, D1, D1 + E, l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire (*Moniteur belge* du 9 décembre 2008).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

## FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST MOBILITÄT UND TRANSPORTWESEN

[C – 2014/00537]

**1. DEZEMBER 1975 — Königlicher Erlass zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße — Deutsche Übersetzung von Abänderungsbestimmungen**

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung der Artikel 7 und 9 des Königlichen Erlasses vom 28. November 2008 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C, C + E, D und D + E sowie der Unterklassen C1, C1 + E, D1 und D1 + E, des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße und des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.